

Les immigrés et le budget d'Etat

En comparant les budgets 1976 et 1977, nous remarquons que pour 1976, les différents postes figurant sous "Aide sociale à l'Immigration" disposaient d'un total de 11 665 000 Fr et pour 1977 seulement de 3 660 000 Fr. La différence de 8 000 000 Fr résulte du fait que le Gouvernement a décidé de supprimer les subventions aux entreprises pour l'amélioration des conditions de logement des travailleurs étrangers.

Si on additionne les différents postes destinés au fonctionnement du Service de l'Immigration, on compte pour 1976 : 1 355 000 Fr et pour 1977 : 1 530 000 Fr. En retranchant les frais de fonctionnement on constate que la somme restante a diminué de 180 000 Fr d'une année à l'autre.

En 1974, dans sa déclaration gouvernementale, le nouveau gouvernement démocrate-socialiste n'avait pas oublié la présence de 80 000 étrangers au Luxembourg. Quand le Secrétaire d'Etat à l'Immigration a convoqué la première Conférence Nationale à l'Immigration il a suscité maints espoirs, qui, pas plus tard qu'une année après ce sont révélés des chimères, et cette absence de volonté pour les réalisations concrètes ont bien trouvé leur incidence au budget 1977.

Dans les résolutions de la 1^{ère} Conférence Nationale une des grandes revendications était l'élaboration d'un guide pratique contenant toutes les informations nécessaires aux immigrés et édité dans leurs langues respectives. Ce guide fut élaboré, mais traîne depuis 6 mois dans les tiroirs de quelque fonctionnaire du Ministère du Travail. En analysant le budget 1977, on ne voit guère où prélever les fonds nécessaires pour l'édition et la distribution de ce guide. Or il existe un adage qui dit : "Nul n'est censé ignorer la loi?" Certes ce problème de l'information n'est pas uniquement celui de l'immigré, mais il est cependant aggravé du fait de ne pas parler la langue du pays.

Quels sont les efforts du Gouvernement en matière de politique scolaire, en matière de création de crèches, en matière de logement social à caractère locatif et accessible aux immigrés. Malgré beaucoup de promesses faites en 1974, il n'y a pas encore eu de réalisations, et pour 1977 il ne faut pas s'attendre à grand-chose non plus.

Certes d'aucuns diront que la crise économique a empêché des réalisations coûteuses mais tout porte à croire que nos gouvernants sont contents que la crise leur fournisse des excuses pour les réalisations concrètes qu'ils ont omises.

Sim